

LA LETTRE DU NORRAG – Numéro 38

Note de synthèse

« LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES »

Introduction

De nos jours, l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP) et le Développement des Compétences (DC) semblent être à nouveau en mutation. Ces deux concepts peuvent être combinés sous le terme de « Développement des Compétences Techniques et Professionnelles » (DCTP). Ce numéro de la Lettre du NORRAG couvre un large éventail de contextes différents, dans lesquels le DCTP est analysé. Cela va du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan au Mexique, de la Chine (et Hong Kong) au Nigeria, et du Vietnam au Chili. Mais aussi de l'Afrique du Sud à l'Amérique Latine et du Ghana à l'Inde. De même, il inclut un très large choix d'agences bilatérales et multilatérales. Celles qui apportent ici leur contribution sont la Banque de Développement Asiatique, la Banque Mondiale et JICA d'une part; DFID et la DDC, d'autre part; puis, à nouveau, l'IIEP, le BIT et la Fondation Européenne pour la Formation. 20 représentants d'agences et 20 représentants du milieu académique participent à ce numéro spécial...

Conclusions principales

Le développement des compétences techniques et professionnelles est de retour dans l'agenda international

Le développement des compétences techniques et professionnelles était un sous-secteur clé au cours des années 60 et au début des années 70. Les initiatives visant à fournir des compétences professionnelles aux personnes quittant le système éducatif, pour lutter contre le chômage, sont devenues populaires dans de nombreux pays, particulièrement en Afrique subsaharienne. Dans les années 80, plusieurs études, comme celle sur le taux de retour sur investissement, ont eu un impact défavorable sur l'aide extérieure en matière d'éducation post-primaire, y compris le DCTP. Dans les années 90, la politique éducative internationale s'est principalement concentrée sur l'éducation de base et l'Education Pour Tous (EPT). Peu d'attention était portée aux compétences professionnelles et les systèmes de DCTP étaient considérés comme des instruments obsolètes et inefficaces. Toutefois, les cas de l'Amérique Latine et de l'Asie de l'Est et du sud-est sont différents car le DCTP y a été maintenu au cours des années 80 et 90.

Dans les années 2000, le DCTP fait son retour dans l'agenda international. La croyance selon laquelle la formation de compétences améliore la productivité et soutient la compétitivité dans l'économie globale a été un motif majeur. La rhétorique au sujet de l'économie du savoir a davantage renforcé cette tendance. Cependant, l'intervention des gouvernements est également souvent motivée par d'autres facteurs, comme la préoccupation croissante pour le post-primaire, ou le besoin d'offrir une seconde chance à ceux qui abandonnent l'école, d'offrir une alternative à un enseignement purement académique ou de lutter contre le chômage des jeunes et la pauvreté.

Le regain d'intérêt pour le développement des compétences techniques et professionnelles s'accompagne-t-il de nouvelles perspectives ?

Dans une certaine mesure, oui. Le rapport de la Commission pour l'Afrique, le Projet du Millénaire et le Sommet du Millénaire, les nouvelles politiques de la Banque Mondiale en matière d'enseignement secondaire, supérieur et général, ainsi que le *Rapport Mondial sur le Développement* de 2007, militent tous en faveur d'une approche holistique, intégrée, intersectorielle de l'éducation, comprenant le DCTP. Le communiqué de DFID, en 2006, sur « l'enseignement secondaire, professionnel et supérieur » défend la même idée. L'autre élément nouveau consiste en un changement d'approche : On s'éloigne de l'ETFP - classique et scolaire – pour aller vers une conception plus large du développement des compétences, qui comprend les compétences pour la vie et pour le travail, pouvant être acquises grâce à une combinaison d'éducation formelle, de formation basée sur les compétences, d'apprentissage informel et non formel. D'où notre nouveau terme composite, le DCTP. Le *Rapport Mondial sur le Développement* de 2007 va même plus loin en argumentant que la formation devrait offrir aux étudiants de solides compétences comportementales, proches des compétences pour la vie. La valeur des compétences professionnelles ou techniques n'est pas mentionnée. En ce qui concerne le curriculum scolaire, le message global de ce rapport est que les marchés du travail recherchent des travailleurs qui ont de fortes compétences de réflexion et de relations interpersonnelles. Ceci est probablement vrai pour les économies bien développées et avancées sur le plan technologique, mais difficilement valide pour les économies qui reposent sur des compétences pour des activités productives et pour les pauvres qui doivent faire leur vie dans des micro-économies.

En plus, les gouvernements n'ont pas cessé de penser à l'amélioration de la transition de l'école au travail. Dans le mouvement de réforme du secteur public, les gouvernements de nombreux pays sont en train d'adopter des réformes qui visent à rendre l'enseignement technique et professionnel plus flexible, de meilleure qualité et capable de répondre plus efficacement et rapidement aux besoins du marché du travail, tout en améliorant le coût et la qualité. Certains gouvernements ont recherché activement la participation du secteur privé au DCTP, comme au Chili où le gouvernement a rendu des associations nationales d'entreprises responsables de l'administration d'un petit ensemble d'écoles techniques (environ 70 sur 500 à cette époque). Ceci a contribué à augmenter l'engagement de leaders du secteur productif, dans le domaine de l'éducation et dans le processus de réforme du curriculum.

Ce qui n'a pas changé dans le temps est la diversification du DCTP, à la fois en ce qui concerne la taille relative et l'organisation de l'éducation professionnelle en relation avec le système scolaire. Plusieurs pays combinent des écoles professionnelles avec des formes duales de formation, comme l'apprentissage, qui peut-être basé à l'école ou en entreprise, avec la combinaison d'une éducation professionnelle scolaire suivie d'un apprentissage. En dehors du système éducatif, plusieurs sortes de formations existent dans le secteur informel et non-officiel, allant de la formation traditionnelle de compétences à travers l'apprentissage, aux instituts communautaires de technologie gérés par des ONG (en Inde).

Le développement des compétences techniques et professionnelles permet-il une meilleure transition vers le travail ?

Sur la base de rigoureuses évaluations, la réponse est que oui, sous certaines bonnes conditions. Les nombreux avantages offerts par le DCTP (par exemple, une productivité plus élevée, l'aptitude au changement technologique, l'ouverture à de nouvelles formes

d'organisation du travail, et la capacité à attirer des investissements étrangers directs), dépendent tous de la qualité des compétences acquises et d'un environnement dynamique dans lequel elles peuvent être appliquées. Une économie dynamique et en expansion est un des facteurs les plus décisifs dans la création d'opportunités pour le travail et l'emploi. De plus, une attribution équitable des compétences au travail dépend d'une bonne gouvernance. En Corée du sud et en Chine, il y a des emplois pour les diplômés de presque toutes les institutions de DCTP ; tandis que dans une économie stagnante comme celle du Sri Lanka, il pourrait n'y avoir du travail que pour les meilleurs des étudiants. Par ailleurs, bâtir le DCTP sur une base solide d'éducation générale et encourager le développement de contenus professionnels plus loin dans le curriculum du secondaire et du post-secondaire s'avèrent être plus efficaces en termes de coût-bénéfice.

Le développement des compétences techniques et professionnelles contribue-t-il à la réduction de la pauvreté ?

Il y a un nombre important de preuves qui indiquent que les pauvres ne participent pas à la plupart des parcours de développement des compétences, à l'exception des programmes sans but lucratif des ONG. La vogue des cours guidés par la demande et orientés vers le marché risque d'exclure les pauvres. Il est nécessaire d'avoir des politiques qui accordent plus d'attention aux bourses et aux parcours basés sur le mérite pour développer les compétences de jeunes issus de familles défavorisées. Néanmoins, les résultats de telles formations dépendront non seulement de la qualité mais également d'un environnement social, économique, culturel et politique favorable, autour de l'école et des centres de formation.

Défis

Les contributions de cette Lettre du NORRAG numéro 38 expriment la conviction que le DCTP est un puissant moyen pour générer des opportunités d'emploi et une croissance économique favorable aux pauvres, à condition d'être accompagné par des politiques actives vis-à-vis du marché de l'emploi et des mesures d'encouragement du secteur commercial. L'Etat doit avoir une vision de son propre développement technologique, agricole et industriel, et de comment le système d'éducation et de formation s'articule à cette vision. De plus, cette vision doit avoir un soutien financier solide. Certains pays asiatiques ont pu trouver un équilibre dans leurs politiques et stratégies, mais d'autres plus nombreux doivent encore développer un tel cadre.

Le secteur privé doit être impliqué dans une telle planification, et les employeurs doivent être convaincus que faire appel à de jeunes qualifiés et diplômés est un meilleur investissement que de dépendre de cet ancien système qui consiste à prendre une main-d'œuvre non formée et temporaire.

Les liens et les synergies avec l'éducation de base ont besoin d'être renforcés, et le DCTP devrait être plus flexible et devenir capable d'attirer plus de fournisseurs privés de formation.

La base de savoirs des programmes et pratiques de DCTP a besoin d'être élargie. Le secteur est très diversifié et une bonne compréhension des défis soulevés par tant d'articles de la Lettre du NORRAG 38 est nécessaire pour pouvoir développer, mettre en œuvre et suivre des programmes et interventions efficaces. Cette compréhension ne doit pas être seulement développée et entretenue au sein des organisations gouvernementales et non gouvernementales, mais aussi au sein du personnel des agences donatrices.

Les bailleurs de fonds et les gouvernements nationaux ont de plus en plus besoin de suivre, évaluer et disséminer les apports de leur recherche et travaux de consultance sur ce secteur complexe mais fondamental. Le Groupe de Travail Pour la Coopération Internationale en matière de Développement des Compétences est un moyen pour partager de telles connaissances. Mais le développement des compétences doit recevoir plus d'attention au niveau politique et un Rapport Mondial de Suivi du DCTP, par l'UNESCO, se fait attendre depuis longtemps. En lien avec le besoin de suivi et d'évaluation du DCTP, il y a besoin d'une meilleure base statistique du DCTP, comprenant la dimension la plus large du DCTP, qui a lieu informellement, sur le tas.

Edition de la Lettre du NORRAG

Kenneth King, Centre of African Studies,
21 George Square, University of Edinburgh, Edinburgh EH8 9LD, Scotland, UK
Courriel : Kenneth.King@ed.ac.uk ou P.King@ed.ac.uk

Coordination du NORRAG

Michel Carton, Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID),
Post Box 136, Rue Rothschild 24, 1211 Genève 21, Suisse.
Courriel : Michel.Carton@graduateinstitute.ch